VVV. - 1 - L.4263/1.

2
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 2 avril 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1953 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires campés d'Afrique et aux personnes qui leur sont assimilées", a donné le 12 avril 1954 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e April 1954 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 April 1953 tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de in Afrika gekampeerde militairen en de met hen gelijkgestelde personen", heeft de 12e April 1954 het volgend advies gegeven:

Le régime d'indemnisation applicable aux militaires campés d'Afrique et aux personnes qui leur sont assimilées est réglé par l'arrêté royal du 8 avril 1953.

Cet arrêté, qui comprend dix articles , a été modifié en son article 2 par l'arrêté royal du 27 février 1954; le projet a comme objet d'en modifier les articles 1er, 3, 5 et 7.

Cet arrêté royal du 8 avril 1953 rend applicable aux militaires campés d'Afrique le régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Comme cet arrêté, modifié par celui du 27 février 1954 et par le projet, organise pour le surplus un régime spécial d'indemnités pour les militaires campés, il devient particulièrement difficile de savoir quelles dispositions de la réglementation relative aux militaires effectuant des missions au Congo belge et au Ruanda-Urundi, restent applicables aux militaires campés d'Afrique.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de coordonner les diverses dispositions applicables aux militaires campés afin de rendre la consultation de cette réglementation plus aisée.

+

+ +

.../...

Sous réserve de cette observation, le projet appelle des modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 8 AVRIL 1953 FIXANT LE REGIME D'INDEMNISATION APPLICABLE AUX MILITAIRES CAMPES D'AFRIQUE ET AUX PERSONNES QUI LEUR SONT ASSIMILEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, notamment l'article 63, § 4;

Vu l'arrêté du Régent du 7 avril 1950 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires, aux civils assimilés aux militaires et aux agents civils du Ministère de la Défense nationale, effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1951 et 29 juin 1953;

Vu l'arrêté du Régent du 10 juillet 1950 portant le statut du personnel campé d'Afrique;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1951 portant le statut pécuniaire des membres du cadre permanent de

.../...

la base métropolitaine d'Afrique, notamment l'article 35 modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1952;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1953 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires campés d'Afrique et aux personnes qui leur sont assimilées, modifié par l'arrêté royal du 27 février 1954;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le 16 mars 1954;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 8 avril 1953 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.- Les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur sont assimilées bénéficient du régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi, sous réserve des dérogations prévues au présent arrêté.".

Article 2.-

L'article 3 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 3.- § 1er. Les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur sont assimilées, qui, à l'occasion d'exercices ou de manoeuvres, séjournent momentanément en dehors des bases métropolitaines d'Afrique, à l'intérieur du territoire du Congo belge et du Ruanda-Urundi, bénéficient des dispositions de l'article 2.

Toutefois, lorsque la nourriture ne peut leur être fournie à charge de l'Etat, ils bénéficient en lieu et place de la nourriture, d'une indemnité journalière fixée à 65 francs et de l'indemnité de brousse prévue par le statut pécuniaire des membres du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique.

§ 2. Lorsqu'ils se déplacent isolément à l'intérieur du Congo belge et du Ruanda-Urundi, pour raison de service, les intéressés bénéficient du régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

§ 3. Lorsqu'ils séjournent hors d'une base à l'occasion d'un congé ou d'une permission accordée par le chef de corps, les intéressés perçoivent, à l'exclusion de toute autre indemnité, la moitié de l'indemnité dite de subsistance prévue par la réglementation relative au régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions temporaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi; leurs frais de logement sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.".

.../...

Article 3.-

L'article 5 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 5.- Pendant la durée des voyages de Belgique jusqu'à une base métropolitaine et retour, en ce compris les jours de départ et de retour et quel que soit le moyen de transport employé, les militaires campés d'Afrique et les personnes qui leur sont assimilées bénéficient de la nourriture et du logement à charge de l'Etat; lorsque l'Etat n'a pu fournir la nourriture et le logement, les frais réellement exposés sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Les intéressés peuvent, en outre, lorsque le voyage ne s'effectue pas à bord d'un navire transporteur de troupes, prétendre au remboursement des frais divers réellement exposés.".

Article 4.-

L'article 7 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 7.- § 1er. Les miliciens affectés à une unité d'une base métropolitaine d'Afrique pour y accomplir leur terme de service actif bénéficient du régime d'indemnisation fixé par le présent arrêté, à l'exclusion de l'article 3, § 3. Toutefois, l'article 2 leur est applicable le jour de leur entrée en service actif et le jour de leur renvoi dans leurs foyers.

.../...

§ 2. Lorsque ces militaires se rendent au lieu de leur résidence ou rejoignent la base, à l'occasion d'un congé ou d'une permission accordée par le chef de corps, leurs frais de nourriture et de logement exposés durant le voyage sont remboursés sur présentation d'un mémoire justificatif".

Article 5.-

Le présent arrêté sort ses effets le 20 avril 1953.

Toutefois, entrent en vigueur le premier du mois qui suit la date de publication au Moniteur belge du présent arrêté :

1° l'article 3, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 8 avril 1953 tel qu'il est remplacé par l'article 2 du présent arrêté;

2° l'article 5, alinéa 2, du même arrêté tel qu'il est remplacé par l'article 3 du présent arrêté.

Article 6.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Het vergoedingstelsel van toepassing op de in Afrika gekampeerde militairen en op de met hen gelijkgestelde personen is geregeld in het koninklijk besluit van 8 April 1953.

In dit besluit, dat tien artikelen bevat, heeft het koninklijk besluit van 27 Februari 1954 artikel 2 gewijzigd; het ontwerp wil er de artikelen 1, 3, 5 en 7 in wijzigen.

Dit koninklijk besluit van 8 April 1953 maakt het vergoedingstelsel voor de militairen die tijdelijke opdrachten in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi vervullen toepasselijk op de in Afrika gekampeerde militairen. Daar dit besluit, gewijzigd bij dat van 27 Februari 1954 en bij het onderhavige ontwerp, bovendien een bijzonder vergoedingstelsel voor de gekampeerde militairen invoert, wordt het zeer moeilijk uit te maken welke bepalingen van de reglementering inzake de militairen die opdrachten in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi vervullen, voor de in Afrika gekampeerde militairen blijven gelden.

De Raad van State adviseert de verschillende op de gekampeerde militairen toepasselijke bepalingen te coördineren om de raadpleging van deze reglementering te vergemakkelijken.

\+

\+ \+

.../...

Behoudens deze opmerking,zijn in het ontwerp nog een aantal vormwijzigingen aan te brengen, die in de onderstaande tekst zijn verwerkt :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 8 APRIL 1953 TOT VASTSTELLING VAN HET VERGOEDINGSTELSEL TOEPASSELIJK OP DE IN AFRIKA GEKAMPEERDE MILITAIREN EN DE MET HEN GELIJKGESTELDE PERSONEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden,HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk op artikel 63, § 4;

Gelet op het besluit van de Regent van 7 April 1950 tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen toepasselijk op de militairen, op de met militairen gelijkgestelde burgers en op het burgerlijk personeel van het Ministerie van Landsverdediging, die tijdelijke opdrachten in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vervullen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 Juli 1951 en 29 Juni 1953;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 Juli 1950 houdende statuut van het gekampeerd personeel in Afrika;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 24 April 1951 houdende geldelijk statuut van de leden van het vast kader van de basis van het moederland in Afrika, namelijk artikel 35 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 December 1952;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 April 1953 tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de in Afrika gekampeerde militairen en de met hen gelijkgestelde personen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 Februari 1954;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven 16 Maart 1954;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 April 1953 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.- De gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen genieten het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen die tijdelijke opdrachten in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi vervullen, onder voorbehoud van de afwijkingen bepaald in dit besluit.".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 3.- § 1. De gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen die ter gelegenheid van oefeningen of manoeuvres tijdelijk buiten een basis van het moederland in Afrika verblijven op het grondgebied van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi komen in aanmerking voor het bepaalde in artikel 2.

Evenwel, wanneer de voeding hun niet op Staatskosten kan worden verstrekt, krijgen zij in plaats van de voeding een dagelijkse vergoeding van 65 frank en de broussevergoeding, bepaald in het geldelijk statuut van de leden van het vast kader der basis van het moederland in Afrika.

§ 2. Wanneer zij afzonderlijk binnen het grondgebied van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi dienstreizen maken, wordt op hen toegepast het vergoedingstelsel dat geldt voor de militairen die tijdelijke opdrachten in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi vervullen.

§ 3. De gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen die, ter gelegenheid van een verlof of een door de korpscommandant toegekende vergunning, buiten een basis verblijven, ontvangen, met uitsluiting van elke andere vergoeding, de helft van de zogenaamde onderhoudsvergoeding bepaald in de regeling betreffende het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen die tijdelijke opdrachten in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vervullen; hun

.../...

huisvestingskosten worden tegen overlegging van een staat van verantwoording terugbetaald.".

Artikel 3.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 5.- Gedurende de heen- en terugreizen van België naar een basis van het moederland, daarin begrepen de dagen van afreis en terugkeer en onverschillig welk vervoermiddel wordt gebruikt, genieten de gekampeerde militairen in Afrika en de met hen gelijkgestelde personen, voeding en huisvesting ten laste van de Staat. Wanneer de Staat de voeding en de huisvesting niet heeft kunnen verstrekken, worden de werkelijk gedragen kosten terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Wanneer de reis niet aan boord van een troepentransportschip plaats heeft, kunnen de belanghebbenden daarenboven aanspraak maken op de terugbetaling van de werkelijk gedragen kosten allerlei.".

Artikel 4.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 7.-

§ 1. De dienstplichtigen ingedeeld in een eenheid van een basis van het moederland in Afrika om er hun werkelijke diensttijd te doen, genieten het bij dit besluit bepaalde stelsel, met uitsluiting van artikel 3, § 3. Artikel 2 is evenwel op hen toepasselijk de dag waarop zij in actieve dienst treden en de dag waarop zij afzwaaien.

.../...

§ 2. Wanneer deze militairen ter gelegenheid van een verlof of een door de korpscommandant toegekende vergunning naar hun verblijfplaats of naar de basis terugkeren worden de kosten voor voeding en huisvesting welke zij gedurende de reis hebben gedragen, terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.".

Artikel 5.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 April 1953.

Evenwel treden in werking de eerste der maand volgend op de dag der bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad :

1° artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 April 1953 zoals het door artikel 2 van dit besluit wordt vervangen;

2° artikel 5, tweede lid, van hetzelfde besluit zoals het door artikel 3 van dit besluit wordt vervangen.

Artikel 6.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :
De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président, voorzitter.
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J. VAUTHIER, J. LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1954. De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.